

Zeitschrift: Revue économique franco-suisse
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 33 (1953)
Heft: 1

Artikel: Combat décisif dans la bataille du franc
Autor: Dabernat, René
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-888298>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 02.04.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Combat décisif dans la bataille du franc

par

René Dabernat

Le rideau qui vient de se lever sur l'an neuf découvre à l'Europe et au monde le décor désormais familier de la France du demi-siècle : une population saine, active et en augmentation, une économie riche et de plus en plus tournée vers le progrès, mais une monnaie incertaine. Cette incertitude monétaire assombrit le présent comme l'avenir du pays. Elle handicape sa position sur le continent, notamment au sein de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, elle l'empêche de mettre ses capitaux et tous ses hommes au travail, comme cela devrait et pourrait être le cas.

Les leaders politiques français ont senti le danger. Dans sa grande majorité, l'opinion, longtemps endormie sur le mol oreiller de l'inflation, a compris elle aussi l'importance fondamentale d'une stabilisation du franc. Sans doute existe-t-il encore de forts courants inflationnistes et dévaluationnistes. Mais le fait capital d'aujourd'hui c'est que l'arrivée au pouvoir de M. Antoine Pinay a libéré les aspirations profondes de la Nation à la stabilité. Cela est si vrai que le grand hebdomadaire américain « Time » a pu lancer récemment sa fameuse formule : la devise des Français n'est plus Liberté, Égalité, Fraternité ; elle est devenue Stabilité, Sécurité, Tranquillité !

Certes M. Pinay est tombé. Comment nier pourtant que les forces qu'il a libérées demeurent vivaces et que le nouveau gouvernement devra en tenir le plus large compte ? Qu'on le veuille ou non, il a imprimé à la politique économique et financière une direction qu'il sera difficile de changer sans aller au devant de très grands risques. S'il n'a pas été le seul à vouloir livrer et gagner la bataille du franc, du moins a-t-il été parmi ceux qui ont lutté avec le plus d'efficacité depuis l'époque où le problème du change s'est de nouveau posé à la France.

L'aggravation du déficit à l'Union européenne de paiements

Cette époque a commencé à la fin de l'année 1951, c'est-à-dire deux ans après la grande vague de dévaluations de septembre 1949. Déjà les exportations marquaient un ralentissement, déjà le déficit à l'Union européenne de paiements s'aggravait, déjà la Trésorerie rencontrait de sérieuses difficultés pour assurer ses échéances. M. René Pleven, alors Président du Conseil, puis M. Edgar Faure,

son successeur, avaient le choix entre deux politiques : ou bien ajuster les changes aux prix c'est-à-dire dévaluer pour stimuler les exportations et redresser la balance des comptes ou bien essayer d'ajuster les prix aux changes, c'est-à-dire maintenir la parité. Ils optèrent pour la seconde, mais le Parlement ne les suivit pas lorsqu'ils proposèrent diverses mesures d'assainissement économique et financier intérieur, condition évidemment indispensable au succès de l'entreprise. Ce furent surtout leurs projets fiscaux (sensible majoration des impôts) qui firent éclater dans un court intervalle les crises gouvernementales que M. Pinay devait dénouer en mars 1952 à la stupéfaction générale.

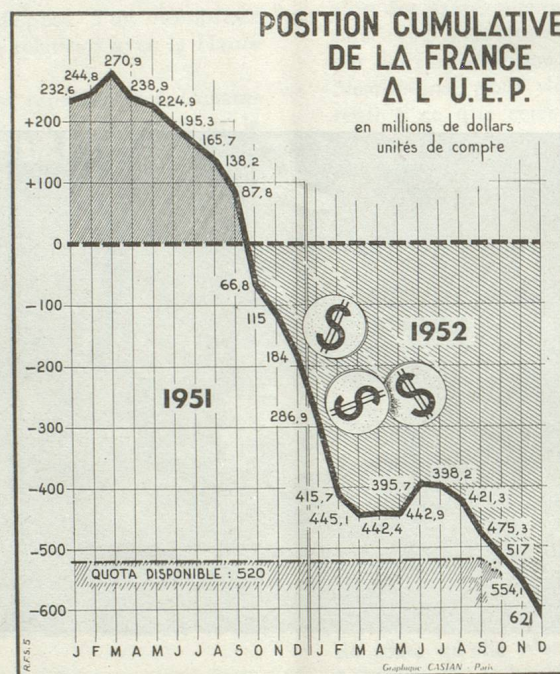
On voit par là que la bataille du franc est en cours depuis déjà plus d'un an. Pourtant c'est seulement à partir de l'arrivée de M. Pinay qu'elle prit un tour nouveau et que l'espoir fut permis. Le maire de Saint-Chamond utilisa une arme secrète qui, à la vérité, était toute simple : le choc psychologique et l'appel à la confiance. Par sa simplicité, son intégrité et son patriotisme, il opéra ce miracle qui consistait à renverser la tendance, à détruire la croyance à la hausse ininterrompue des prix. On ne saurait évidemment porter un jugement définitif sur sa politique puisqu'elle a été arrêtée avant terme, alors que, par définition, elle postulait la continuité. Du moins peut-on noter que la stabilité des prix et le redressement du franc sont venus la récompenser, tandis que sur le plan du budget et de la balance des paiements tous les points noirs n'ont pas disparu, loin de là.

En ce qui concerne les échanges extérieurs, l'aggravation du déficit à l'Union européenne de paiements

constitue le fait saillant. Après une stabilisation en mars, avril et mai, et même une légère diminution en juin, l'endettement s'est à nouveau précipité à partir d'août pour atteindre au 31 décembre le chiffre record de 621 millions de dollars (dollar monnaie de compte). En somme il a presque quadruplé par rapport à la période correspondante de 1951.

Comment expliquer cet énorme endettement, quelles sont ses conséquences, notamment sur le déroulement de la bataille du franc ?

Quand la première crise française à l'Union européenne de paiements se précisa, au début de 1952, on en vit la cause dans l'augmentation anormale des importations que traduit le graphique du haut de la page suivante. Ce graphique concerne l'ensemble des achats et des ventes à l'étranger de la France métropolitaine, et pas seulement



ceux qui passent à travers l'Union européenne de paiements. Rappelons toutefois que ces derniers représentent les deux-tiers du total.

Manifestement on assistait à des importations de caractère spéculatif de la part de tous ceux — et ils étaient nombreux — qui escomptaient une dévaluation de la monnaie. A cette époque le ralentissement des exportations, bien qu'il fût déjà assez net, ne joua qu'un rôle relativement secondaire. On pouvait noter cependant que les exportateurs rapatriaient de moins en moins vite les devises qui correspondaient aux ventes extérieures enregistrées par les douanes.

L'insuffisance des exportations et ses conséquences

Aujourd'hui l'endettement ne provient pas d'une poussée des importations. On sait en effet que de sévères restrictions limitent, depuis février 1952, l'entrée des produits fournis à la France par les autres pays membres de l'O. E. C. E. Le mal réside avant tout dans l'insuffisance des exportations, qui ressort du graphique ci-contre. Il a été aggravé ces derniers mois par les restrictions commerciales de la zone sterling et, ces dernières semaines, par la reprise des mouvements spéculatifs des capitaux et le non rapatriement des devises par les exportateurs.

Les conséquences de cette situation doivent se mesurer sur un double plan.

Sur le plan financier la principale question est de savoir jusqu'à quand le fonds de stabilisation des changes disposera des moyens nécessaires au paiement du déficit à l'U. E. P. Rappelons que les versements doivent s'effectuer 100 % en or ou en dollars depuis que la France a dépassé son quota (520 millions de dollars). Dans l'état actuel des choses, les réserves paraissent suffisantes pour faire face aux échéances sans prélèvement sur l'encaisse métallique de la Banque Centrale. Depuis six mois en effet des dizaines de millions de dollars sont rentrés à des titres divers dans les caisses du Fonds de stabilisation des changes : dépenses des troupes américaines dans la zone franc, participation des États-Unis au financement de l'infrastructure française, construction de bases américaines au Maroc, commandes « off shore ».

Néanmoins, si le déficit persistait, des difficultés ne manqueraient pas d'apparaître. Déjà les autorités monétaires ont réduit les facilités (au demeurant restreintes) accordées aux touristes français se rendant à l'étranger.

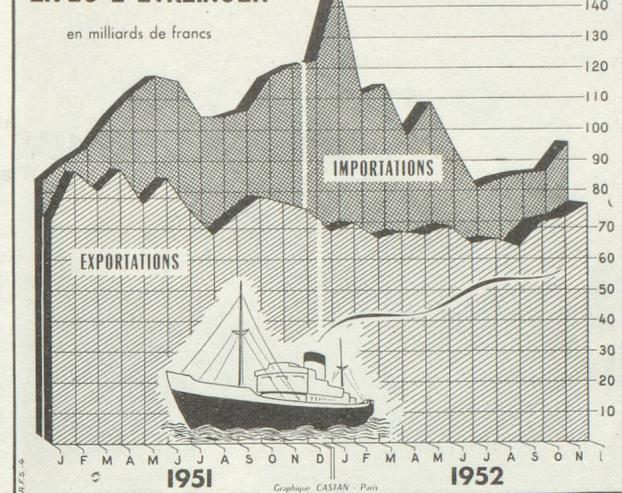
Toujours sur le plan financier on observera que l'aide accordée aux industries exportatrices coûte cher au Trésor, ce qui rend encore plus nécessaire la solution du problème des ventes à l'étranger.

Sur le plan commercial, le fait essentiel c'est que les fournisseurs du marché français supportent de plus en plus mal les restrictions d'importation tandis que certains marchés se ferment aux exportations.

La France se trouve ainsi très exactement devant le même dilemme qu'il y a un an : faut-il ajuster les changes aux prix, c'est-à-dire dévaluer pour stimuler les exportations et redresser la balance des comptes, ou bien doit-on essayer d'ajuster les prix aux changes ?

La seconde politique l'a emporté cette fois encore. Elle bénéficie au départ de la stabilité des prix intérieurs qui, si on sait la préserver sur les plans technique et psychologique, facilitera grandement l'entreprise. En revanche, beaucoup reste à faire dans le domaine des finances publiques et de la reprise des exportations. Si l'État ramenait l'inflation par le canal du Trésor ou du budget les quelques résultats présentement acquis seraient évidemment compromis. De même si un nouveau programme d'expansion des ventes à l'étranger n'était pas mis sur pied.

COMMERCE EXTERIEUR DE LA FRANCE AVEC L'ETRANGER



Le sens du combat

En vérité le combat qui se livre sous nos yeux est tout simplement décisif, car la situation actuelle ne saurait se prolonger. Même s'il n'est pas victorieux il permettra au moins d'aborder les décisions monétaires dans de meilleures conditions. Nous ne connaissons rien de pire en effet que les « alignements » décidés dans une atmosphère de panique et de drame.

Au demeurant d'autres raisons le justifient. Nous ne parlerons pas de celles qui condamnent avec évidence la dévaluation en tant que solution intrinsèque, si ce n'est pour signaler qu'en France, où chacun a sa petite échelle mobile, une telle « solution » déclencherait des mécanismes inflationnistes difficilement contrôlables. Ce qu'il convient par contre de souligner c'est que, avant d'arrêter sa position, la France a manifestement intérêt à attendre que se précise l'orientation des grandes négociations économiques et financières internationales annoncées depuis des mois. Il importe notamment que des renseignements plus détaillés lui parviennent sur les intentions britanniques.

Quelle que soit son issue, d'autre part, ce combat n'aura pas été inutile car il s'inscrit dans une bataille plus vaste et à plus long terme. Pour tout dire il est imposé à la France par l'évolution du monde. C'est ainsi qu'un rigoureux assainissement économique et financier intérieur apparaît plus que jamais comme la condition première de la bonne tenue de l'industrie française du charbon et de l'acier au sein du pool Schuman. A travers ces deux produits, en effet, nous allons assister à une confrontation capitale entre la gestion économique et financière des six pays membres. Ce raisonnement s'applique également à toutes les autres manifestations de l'unification de l'Europe.

Comment ne pas voir aussi que nous marchons vers un monde où la compétition sera de plus en plus dure pour les débouchés, vers une production américaine qui ne cesse de se développer et qui porte en elle le germe d'une concurrence peut-être mortelle pour les marchandises européennes.

Qu'il s'agisse donc de saisir la dernière chance d'empêcher un rajustement monétaire prématuré ou bien de préparer l'économie et les finances françaises à la compétition européenne et mondiale le combat actuel prend une extraordinaire importance. Non seulement pour le franc, mais encore pour l'avenir de la libération des échanges et de l'unité de l'Europe, il faut souhaiter que la France en sorte à son avantage.

René Dabernat